



Education Statistics
Bulletin

Education, Culture and Tourism Division

Des statistiques de l'éducation
Bulletin

Division de l'éducation, de la culture et du tourisme

STATISTICS CANADA / STATISTIQUE CANADA

Price: Canada: \$4.90 per issue, \$49.00 annually
United States: US\$5.90 per issue, US\$59.00 annually
Other Countries: US\$6.90 per issue, US\$69.00 annually

Prix: Canada: 4,90 \$ l'exemplaire, 49 \$ par année
États-Unis: 5,90 \$ US l'exemplaire, 59 \$ US par année
Autres pays: 6,90 \$ US l'exemplaire, 69 \$ US par année

5 1992

Vol. 14, No. 4

Vol. 14, n° 4

LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE

Federal Expenditures* in Support of Education and Training, 1982-83 to 1991-92¹

Highlights

- According to estimates, federal spending in support of education and training reached \$7.7 billion in 1991-92. This is an increase of 8.3% over the previous year, compared to 6.1% in overall government spending² (excluding debt charges).

¹ Data obtained from the various departments and agencies represent actual expenditures from 1982-83 to 1988-89, budgeted amounts for 1990-91, and estimates or forecasts for 1991-92.

² Total spending less interest on the public debt. Source: The Government Expenditure Plan, Part 1, 1992-93 Estimates.

* Please note that the federal support data in this bulletin refer to cash expenditures. As such, they exclude the value of tax points vacated to the provinces and territories for postsecondary education under the 1977 Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act. They also exclude the value of any tax assistance resulting from tax reductions, exemptions, and refunds related to education and training. Estimates of the total value of the above support are available in various reports published by the Department of Finance, the Department of the Secretary of State, and the Treasury Board of Canada.

July 1992

Dépenses du gouvernement fédéral* au titre de l'éducation et de la formation, 1982-83 A 1991-92¹

Faits saillants

- Selon les estimations, les dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de formation vont atteindre \$7.7 milliards en 1991-92. Ceci représente une augmentation de 8.3% sur l'année précédente, comparativement à 6.1% pour l'ensemble des dépenses² du gouvernement fédéral (excluant les intérêts de la dette).

¹ Les données qui ont été obtenues des différents ministères et organisme représentent les dépenses réelles de 1982-83 à 1988-89; les sommes prévues au budget pour 1990-91 et les estimations ou prévisions pour 1991-92.

² Dépenses totales moins intérêts sur la dette publique. Source: Plan de dépenses du gouvernement, partie 1, 1992-93, Budget des dépenses.

* Il est à noter que les données présentées dans ce bulletin se rapportent aux dépenses en espèces. Elles excluent donc la valeur des points d'impôts libérés aux provinces et aux territoires pour l'enseignement postsecondaire en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé. De même, elles excluent la valeur de toute forme d'aide découlant des allègements fiscaux, des exemptions et des remboursements de taxes reliés à l'éducation et à la formation. Des estimés de la valeur totale de l'aide susmentionnée sont disponibles dans les divers rapports publiés par le ministère des Finances, le Secrétariat d'État du Canada et le Conseil du Trésor du Canada.

Juillet 1992

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada. © Minister of Industry, Science and Technology, 1992. All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Chief, Author Services, Publications Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, 1992. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable du Chef, Services aux auteurs, Division des publications, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

- During the period 1982-83 to 1991-92, federal government spending in support of education and training increased by an average annual rate of 6.7%, while total spending² increased by 5.2%.
- After reaching a high of 7.3% in 1985-86, the proportion of the federal budget² dedicated to education and training declined to 6.7% in 1991-92 (6.6% in 1990-91).
- Federal spending in support of postsecondary education fell for the second consecutive year, dropping from \$3.84 billion in 1989-90 to \$3.69 billion in 1991-92. Compared to all federal expenditures for education, this resulted in a decrease in the share for postsecondary education from 56% in 1989-90 to 48.2% in 1991-92, representing the lowest rate during the past 10 year period.
- The provinces and territories remain the principal recipients of federal funding for education and training, and their share of federal expenditures in education increased from a low of 45.5% in 1989-90, to 50.8% in 1991-92.
- De 1982-83 à 1991-92, les dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de la formation ont augmenté à un rythme moyen annuel de 6.7%, comparativement à 5.2% pour les dépenses de l'ensemble des programmes².
- Après avoir atteint un sommet de 7.3% en 1985-86, la proportion du budget fédéral² allouée à l'éducation et à la formation a atteint 6.7% en 1991-92 (6.6% en 1990-91).
- Pour une deuxième année consécutive, les dépenses de l'administration fédérale consacrées à l'enseignement postsecondaire ont subi une diminution, passant de \$3.84 milliards en 1989-90 à \$3.69 milliards en 1991-92. En proportion des dépenses fédérales en éducation, cette baisse a eu pour effet de voir diminuer la part de l'enseignement postsecondaire de 56.0% en 1989-90 à 48.2% en 1991-92, soit son plus faible taux de participation au cours des dix dernières années.
- Les provinces et les territoires demeurent toujours les principaux bénéficiaires de l'aide fédérale en matière d'éducation et de formation, ceux-ci ayant vu leur part des dépenses fédérales en éducation augmenter d'un creux de 45.5% en 1989-90 à 50.8% en 1991-92.

Education Spending Increases Faster than the Consumer Price Index

From 1982-83 to 1991-92, federal spending in support of education and training increased from \$4.3 billion to \$7.7 billion, which represents an average annual gain of 6.7%. In 1991-92, the rate of growth in federal expenditures in support of education was 8.3%, while the Consumer Price Index rose by 1.6%. Expenditures per capita during the period under study have consistently increased, reaching \$283.00 in 1991-92. As a percentage of the Gross Domestic Product, federal expenditures in support of education and training increased from 1.14% in 1982-83 to a high of 1.31% in 1985-86, but fell back to 1.13% in 1991-92 after dropping to a low of 1.04% in 1990-91.

Postsecondary Spending Drops

Spending on postsecondary education continued to account for the highest percentage of federal expenditures on education. However, for the second consecutive year, federal spending at this educational level dropped from \$3.78 billion in 1990-91 to \$3.69 billion in 1991-92, a decrease of 2.4%. The percentage of total federal expenditures spent in support of postsecondary education dropped from a high of 60.4% in 1984-85 to 48.2% in 1991-92, the lowest rate in ten years. On the other hand, the share of federal expenditures in support of education allocated to vocational training reached 38.1% in 1991-92 (\$2.9 billion), its highest rate during the course of the ten years under consideration. The share allocated to elementary and secondary education accounted for 13.7% (\$1.1 billion).

Augmentation des dépenses en éducation plus rapide que celle de l'indice des prix à la consommation

De 1982-83 à 1991-92, les dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de la formation sont passées de \$4.3 milliards à \$7.7 milliards, soit une augmentation annuelle moyenne de 6.7%. En 1991-92, le taux d'accroissement des dépenses fédérales en éducation était de l'ordre de 8.3% tandis que celui de l'indice des prix à la consommation était de 1.6%. Tout au long de la période, les dépenses par habitants ont été en progression constante pour atteindre \$283.00 en 1991-92. Exprimées en pourcentage du Produit intérieur brut (PIB), les dépenses fédérales au titre de l'éducation et de la formation sont passées de 1.14% en 1982-83 à un sommet de 1.31% en 1985-86, pour ensuite baisser jusqu'à 1.13% en 1991-92, et ce après avoir connu un creux de 1.04% en 1990-91.

Réduction des dépenses au niveau postsecondaire

L'enseignement postsecondaire continue toujours d'occuper la part la plus importante des dépenses fédérales en éducation. Cependant, pour une deuxième année consécutive, les sommes allouées par l'administration fédérale à ce niveau d'enseignement ont diminué, passant de \$3.78 milliards en 1990-91 à \$3.69 milliards en 1991-92, soit une diminution de 2.4%. En pourcentage des dépenses fédérales totales en matière d'éducation, les dépenses consacrées à l'enseignement postsecondaire sont passées d'un sommet de 60.4% en 1984-85 jusqu'à 48.2% en 1991-92, soit la plus faible part enregistrée en dix ans. Par contre, la part des dépenses fédérales en éducation attribuée à la formation professionnelle est de 38.1% en 1991-92 (\$2.9 milliards), soit son plus haut taux au cours des dix années observées, tandis que celle attribuée à l'enseignement élémentaire et secondaire représente 13.7% (\$1.1 milliards).

In 1990-91, the major federal contributions to postsecondary programs included cash payments³ to the provinces and territories under the 1977 Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, university research, and the Canada Student Loan Programs. Cash payments dropped from \$1.9 billion in 1990-91 to \$1.8 billion in 1991-92, a decline of 5.2%. On the other hand, federal spending on university research rose by 2.6%, to \$1.1 billion, and contributions to Canada Student Loans increased by 1.1%, to \$379 million.

Along with cash payments, the federal government also supports postsecondary education through the value of personal and corporate tax points transferred to the provinces in 1977. Federal contributions also take the form of tax relief, such as tax exemptions, reductions, and refunds related to education and training. These other forms of assistance are not accounted for in this document.

Total federal spending in vocational training in 1991-92 increased by 28.1%, to \$2.9 billion. For that year, 61.6% of the funds went to the provincial governments; 22.6% in the form of contributions to private enterprises, and 4.6% to student grants. The main contributions for this sector included the Employment and Insurance Program (\$2.1 billion), and general and official languages training offered to federal employees (\$175 million). Other expenditures, about \$1.1 billion, were allocated to elementary and secondary education; in 1991-92, these included Indian and Inuit education (\$636 million), the Official Languages in Education Program (\$168 million), and grants to municipalities in lieu of school taxes (\$138 million).

The Provinces and Territories are the Main Recipients of Federal Funding

The provinces and territories are the main recipients⁴ of federal funding for education and training. During the course of the last ten years, they received between 45.6% and 56.0% of federal expenditures in this area. Federal contributions reached 50.8% in 1991-92 (\$3.9 billion), the highest rate since 1984-85. Cash transfers to the provinces and territories under the 1977 Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act alone accounted for 23.1% (\$1.8 billion) of total federal aid in support of education and training.

³ Postsecondary education component only.

⁴ The term "recipient" is understood to represent the direct receiver of the monies but not necessarily the receiver of the benefits.

En 1990-91, les principaux déboursés de l'administration fédérale aux programmes postsecondaires visaient, en outre, les paiements en espèces³ transférés aux provinces et aux territoires en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé, la recherche dans les universités, et le programme canadien de prêts aux étudiants. Les paiements en espèces ont chuté de \$1.9 milliards qu'ils étaient en 1990-91 à \$1.8 milliards en 1991-92, soit une diminution de 5.2%. À l'inverse, les contributions fédérales pour la recherche universitaire se sont accrues de 2.6%, pour atteindre \$1.1 milliards, tandis que les sommes versées aux prêts aux étudiants ont augmenté de 1.1%, pour enregistrer des dépenses de l'ordre de \$379 millions.

Outre les versements en espèces, l'administration fédérale aide aussi l'enseignement postsecondaire par l'intermédiaire de la valeur des points d'impôt personnel et des points d'impôt des corporations transférés aux provinces en 1977. Les contributions fédérales prennent aussi la forme d'allègement fiscaux tels que les exemptions, les réductions et les remboursements d'impôt ayant trait à l'éducation et à la formation. Le présent bulletin ne tient pas compte de ces formes d'aide.

Les dépenses totales fédérales en éducation allouées à la formation professionnelle ont augmenté de 28.1% en 1991-92 pour se chiffrer à \$2.9 milliards. Pour cette année, 61.6% de ces fonds sont allés aux gouvernements provinciaux, 22.6% sous forme de contributions aux entreprises privées et 4.6% sous formes d'allocations aux étudiants. Les principales contributions pour ce niveau d'enseignement touchaient: le programme d'emploi et d'assurance (\$2.1 milliards); et la formation générale et l'enseignement des langues officielles aux fonctionnaires fédéraux (\$175 millions). Les autres dépenses, soit environ \$1.1 milliards, sont reliées à l'enseignement au niveau élémentaire-secondaire. Elles incluaient en 1991-92, l'enseignement aux Indiens et Inuit (\$636 millions); le programme des langues officielles dans l'enseignement (\$168 millions); et les subventions aux municipalités tenant lieu de taxes (\$138 millions).

Les provinces et les territoires reçoivent la majorité des fonds

Les provinces et les territoires sont les principaux bénéficiaires⁴ de l'assistance fédérale au titre de l'éducation et de la formation. Au cours de la période de dix ans, ils ont reçu entre 45.6% et 56.0% des dépenses du gouvernement fédéral à ce chapitre, pour ensuite aboutir à 50.8% en 1991-92 (\$3.9 milliards), soit leur plus haut taux depuis 1984-85. À eux seuls, les paiements en espèces transférés aux provinces et aux territoires en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé représentent 23.1% (\$1.8 milliards) du total de l'aide fédérale en matière d'éducation et de formation.

³ Composante pour l'éducation postsecondaire seulement.

⁴ Le terme "bénéficiaire" désigne ici l'entité qui touche directement les fonds, il ne s'agit pas nécessairement de celle qui bénéficie de l'avantage.

In 1991-92, payments to educational institutions increased by 3.4% in relation to the previous year (\$1.1 billion). However, their share of total contributions decreased from a high of 15.0% in 1990-91 to 14.3% in 1991-92. The federal government's internal education spending decreased during the period under consideration, from a high of 12.2% (\$522 million) in 1982-83 to 7.3% (\$559 million) in 1991-92. In dollars, this represents an average annual increase on 0.8% during the course of the last ten years. These internal expenditures include: administrative costs of all education-related programs; education of inmates in federal penitentiaries; education of children of armed forces personnel; the cost of providing official languages and general training to federal employees; and the education of Indians and Inuit in federally operated schools.

For the second consecutive year, federal government assistance to private enterprises, individuals, and associations dropped from a high of \$2.2 billion in 1989-90 to \$1.9 billion in 1991-92, a decrease of 13.3%. In proportion of total federal expenditures in education and training, this represents a decline in share from 32.5% in 1989-90 to 25.3% in 1991-92.

Capital Funding Drops in 1991-92

Federal capital expenditures rose from \$87 million in 1982-83 to \$113 million in 1991-92 (although a decline of 5.8% in comparison with 1990-91). Expenditures on vocational training reached a high of \$106 million in 1984-85 and subsequently declined gradually to \$1.3 million in 1991-92. Capital spending on the elementary and secondary levels amounted to between \$55 million and \$88 million during the course of the last ten years, except in 1988-89 and 1989-90, when it was only \$17 million and \$32 million, respectively.

Excluding cash payments³ to the provinces and territories under the 1977 Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, federal government spending in support of education and training has increased an average of 9.9% annually, rising from \$2.5 billion in 1982-83 to \$4.3 billion in 1989-90⁵. Again excluding cash payments, Ontario and Quebec received the largest share of federal spending on education. In 1989-90, these two provinces alone received over 54% of the total allocated for education (30.0% and 24.0%, respectively). With the exception of the two territories, Ontario posted the slowest growth, with federal contributions of \$1.3 billion in

⁵ Cette analyse ne porte que sur les années 1982-83 à 1989-90, étant donné que les estimations de 1990-91 et 1991-92 ne sont pas encore disponibles pour chaque province.

En 1991-92, les versements effectués aux établissements d'enseignement ont augmenté de 3.4% par rapport à l'année précédente, pour se chiffrer à \$1.1 milliards. Cependant, la part du montant total des contributions diminue, passant d'un sommet de 15.0% en 1990-91 à 14.3% en 1991-92. La part des dépenses internes de l'administration fédérale au titre de l'enseignement a quant à elle diminué au cours de la période étudiée, passant d'un sommet de 12.2% (\$522 millions) en 1982-83 à 7.3% (\$559 millions) en 1991-92. En dollars, cela représente une augmentation annuelle moyenne de 0.8% au cours des 10 ans. Ces dépenses internes comprennent: les frais d'administration pour tout programme d'enseignement; l'enseignement aux détenus des pénitenciers fédéraux; l'enseignement des membres des forces armées; les coûts de l'enseignement des langues officielles et de formation générale pour les fonctionnaires fédéraux; et les coûts de l'enseignement aux Indiens et Inuit dans les écoles relevant de l'administration fédérale.

Pour une deuxième année consécutive, l'aide financière du gouvernement fédéral aux entreprises privées, aux particuliers et aux associations diminue, passant d'un sommet de \$2.2 milliards en 1989-90 à \$1.9 milliards en 1991-92, soit une diminution de 13.3%. En proportion des dépenses totales du gouvernement fédéral au titre de l'enseignement et de la formation, celle-ci représente une part de 32.5% en 1989-90 chutant à 25.3% en 1991-92.

Les dépenses pour fins d'immobilisations diminuent en 1991-92

Les dépenses du gouvernement fédéral pour fins d'immobilisations sont passées de \$87 millions en 1982-83 à \$113 millions en 1991-92 (diminution de 5.8% comparativement à 1990-91). Le niveau de la formation professionnelle s'est accaparé d'un sommet de \$106 millions pour cette fin en 1984-85 pour par la suite décliner de façon graduelle à \$1.3 millions en 1991-92. Le niveau élémentaire et secondaire a coûté entre \$55 millions et \$88 millions en dépenses d'immobilisations ces dix dernières années, sauf en 1988-89 et 1989-90 où elles enregistraient \$17 millions et \$32 millions respectivement.

Les dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de la formation professionnelle selon les provinces et les territoires excluant les paiements en espèces³ transférés aux provinces et aux territoires en vertu de loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé ont connu une progression annuelle moyenne de 9.9%, passant de \$2.5 milliards en 1982-83 à \$4.3 milliards en 1989-90⁵. Toujours en excluant les paiements en espèces, l'Ontario et le Québec sont les provinces ayant bénéficié le plus des allocations fédérales en éducation. À elles seules en 1989-90, ces deux provinces ont reçu plus de 54.0% du total alloué à l'enseignement, soit 30.0% et 24.0% respectivement. À

⁵ This analysis only covers the years 1982-83 to 1989-90 as estimated figures for 1990-91 and 1991-92 are not available by province.

1989-90 compared to \$814 million in 1982-83, for an average annual increase of 6.6%. On the other hand, Newfoundland posted the largest increases, with an average annual growth of 16.0% during the same period.

l'exception des deux territoires, c'est l'Ontario qui a connu la progression la plus lente avec des contributions fédérales de \$1.3 milliards en 1989-90 comparativement à \$814 millions en 1982-83, soit une augmentation annuelle moyenne de 6.6%. À l'inverse, Terre-Neuve a connu la progression la plus forte avec une augmentation annuelle moyenne de 16.0% au cours de la même période.

Table 1
Federal Government Expenditures in Support of Education and Training, by Level of Education and Related to Selected Socio-economic Indicators, Canada and Foreign, 1982-83 to 1991-92

Tableau 1
Dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de la formation selon le niveau d'enseignement et par rapport à certains indices socio-économiques, Canada et étranger, 1982-83 à 1991-92

Level of education – Niveau d'enseignement		1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87
Elementary and secondary – Élémentaire et secondaire	\$'000	705,011	761,135	841,901	855,751	917,349
	%	16.5	14.9	15.1	13.7	14.2
Postsecondary – Postsecondaire	\$'000	2,399,671	3,082,964	3,376,086	3,506,564	3,542,937
	%	56.0	60.3	60.4	56.0	54.7
Vocational – Formation professionnelle	\$'000	1,178,942	1,264,598	1,369,011	1,892,793	2,017,169
	%	27.5	24.8	24.5	30.3	31.1
Total expenditures – Dépenses totales	\$'000	4,283,624	5,108,697	5,586,998	6,255,108	6,477,455
	%	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Per capita of population ¹ – Par habitant ¹	\$	174	206	224	249	253
As a % of GDP ² – En % du PIB ²	%	1.14	1.26	1.26	1.31	1.17
		1987-88	1988-89	1989-90	1990-91 ^P	1991-92 ^e
Elementary and secondary – Élémentaire et secondaire	\$'000	938,466	833,981	900,123	1,014,605	1,052,581
	%	14.2	12.5	13.1	14.4	13.7
Postsecondary – Postsecondaire	\$'000	3,677,446	3,777,157	3,835,691	3,776,028	3,687,013
	%	55.5	56.6	56.0	53.4	48.2
Vocational – Formation professionnelle	\$'000	2,004,980	2,060,628	2,114,099	2,273,891	2,913,051
	%	30.3	30.9	30.9	32.2	38.1
Total expenditures – Dépenses totales	\$'000	6,620,892	6,671,766	6,849,913	7,064,524	7,652,645
	%	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Per capita of population ¹ – Par habitant ¹	\$	258	258	261	265	283
As a % of GDP ² – En % du PIB ²	%	1.20	1.10	1.05	1.04	1.13

¹ The population is as of June 1st. – La population est celle du 1er juin.

² GDP is on a calendar year basis. – Le PIB est sur la base de l'année civile.

^P Preliminary figures. – Chiffres préliminaires.

^e Estimated figures. – Chiffres estimés.

Table 2
Federal Government Expenditures in Support of Education and Training, by Type of Recipient, Canada and Foreign, 1982-83 to 1991-92

Tableau 2
Dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de la formation, selon le genre de bénéficiaire, Canada et étranger, 1982-83 à 1991-92

Type of recipient – Genre de bénéficiaire	1982-83		1983-84		1984-85		1985-86		1986-87	
	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%
Governments – Gouvernements										
Federal (internal) – Fédéral (interne)	522,168	12.2	546,478	10.7	562,787	10.1	556,537	8.9	569,284	8.8
Provincial/Territorial	2,252,581	52.6	2,853,918	55.9	3,129,178	56.0	3,155,368	50.5	3,065,468	47.3
Municipal	103,286	2.4	115,534	2.2	136,169	2.4	119,683	1.9	123,618	1.9
Foreign – Étranger	–	–	–	–	56	..	85	..	124	..
Sub-total – Sous-total	2,878,035	67.2	3,515,930	68.8	3,828,190	68.5	3,831,673	61.3	3,758,494	58.0
Educational institutions – Établissements d'enseignement										
Public – Publics	578,697	13.5	681,522	13.3	744,867	13.3	772,160	12.3	802,587	12.4
Private – Privés	2,274	0.1	5,232	0.1	16,336	0.3	12,411	0.2	8,641	0.1
Sub-total – Sous-total	580,971	13.6	686,754	13.4	761,203	13.6	784,571	12.5	811,228	12.5
Others – Autres										
Private entreprises – Entreprises privées	104,929	2.4	127,005	2.5	152,464	2.8	656,797	10.5	799,834	12.4
Individuals – Particuliers	643,356	15.0	694,656	13.6	743,596	13.3	826,039	13.2	906,416	14.0
Associations	76,333	1.8	84,352	1.7	101,545	1.8	156,028	2.5	201,483	3.1
Sub-total – Sous-total	824,618	19.2	906,013	17.8	997,605	17.9	1,638,864	26.2	1,907,733	29.5
Total expenditures – Dépenses totales	4,283,624	100.0	5,108,697	100.0	5,586,998	100.0	6,255,108	100.0	6,477,455	100.0
	1987-88		1988-89		1989-90		1990-91 ^P		1991-92 ^e	
	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%
Governments – Gouvernements										
Federal (internal) – Fédéral (interne)	477,705	7.2	388,612	5.8	548,387	8.0	555,933	7.9	559,325	7.3
Provincial/Territorial	3,082,799	46.6	3,227,649	48.4	3,119,019	45.6	3,322,388	47.0	3,888,360	50.8
Municipal	136,562	2.1	112,483	1.7	118,701	1.7	143,260	2.0	174,157	2.3
Foreign – Étranger	98	..	–	–	–	–	–	–	–	–
Sub-total – Sous-total	3,697,164	55.9	3,728,744	55.9	3,786,107	55.3	4,021,581	56.9	4,621,842	60.4
Educational institutions – Établissements d'enseignement										
Public – Publics	843,786	12.7	766,649	11.5	828,505	12.1	1,059,519	15.0	1,095,773	14.3
Private – Privés	6,863	0.1	5,625	0.1	5,899	0.1	1,924	0.0	1,920	0.0
Sub-total – Sous-total	850,649	12.8	772,274	11.6	834,404	12.2	1,061,443	15.0	1,097,693	14.3
Others – Autres										
Private entreprises – Entreprises privées	780,348	11.8	775,386	11.6	788,099	11.5	652,282	9.3	659,811	8.6
Individuals – Particuliers	969,425	14.6	993,378	14.9	1,009,923	14.7	848,768	12.0	792,441	10.4
Associations	323,306	4.9	401,984	6.0	431,380	6.3	480,450	6.8	480,858	6.3
Sub-total – Sous-total	2,073,079	31.3	2,170,748	32.5	2,229,402	32.5	1,981,500	28.1	1,933,110	25.3
Total expenditures – Dépenses totales	6,620,892	100.0	6,671,766	100.0	6,849,913	100.0	7,064,524	100.0	7,652,645	100.0

.. Amounts too small to be expressed. – Nombres infimes.

– Nil or zero. – Néant ou zéro.

^P Preliminary figures. – Chiffres préliminaires.

^e Estimated figures. – Chiffres estimés.

Table 3
Federal Government Expenditures in Support of Education and Training, by Level of Education and by Type of Expenditure, Canada and Foreign, 1982-83 to 1991-92

Tableau 3
Dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de la formation, selon le niveau d'enseignement et selon le genre de dépenses, Canada et étranger, 1982-83 à 1991-92

Level of education	Elementary and	Postsecondary	Vocational	Total expenditures
Niveau d'enseigne- ment	Élémen- taire et secondaire	Postsecondaire	Formation professionnelle	Dépenses totales
thousands of dollars - milliers de dollars				
1982-83				
Operating - Fonctionnement	650,292	2,398,210	1,147,791	4,196,293
Capital - Immobilisations	54,719	1,461	31,151	87,331
Total	705,011	2,399,671	1,178,942	4,283,624
1983-84				
Operating - Fonctionnement	693,410	3,080,459	1,218,944	4,992,813
Capital - Immobilisations	67,725	2,505	45,654	115,884
Total	761,135	3,082,964	1,264,598	5,108,697
1984-85				
Operating - Fonctionnement	762,927	3,362,766	1,262,826	5,388,519
Capital - Immobilisations	78,974	13,320	106,185	198,479
Total	841,901	3,376,086	1,369,011	5,586,998
1985-86				
Operating - Fonctionnement	767,992	3,468,383	1,836,928	6,073,303
Capital - Immobilisations	87,759	38,181	55,865	181,805
Total	855,751	3,506,564	1,892,793	6,255,108
1986-87				
Operating - Fonctionnement	837,698	3,512,995	1,994,123	6,344,816
Capital - Immobilisations	79,651	29,942	23,046	132,639
Total	917,349	3,542,937	2,017,169	6,477,455
1987-88				
Operating - Fonctionnement	869,923	3,662,897	1,990,232	6,523,052
Capital - Immobilisations	68,543	14,549	14,748	97,840
Total	938,466	3,677,446	2,004,980	6,620,892
1988-89				
Operating - Fonctionnement	817,192	3,768,169	2,051,884	6,637,245
Capital - Immobilisations	16,789	8,988	8,744	34,521
Total	833,981	3,777,157	2,060,628	6,671,766
1989-90				
Operating - Fonctionnement	868,134	3,829,953	2,112,550	6,810,637
Capital - Immobilisations	31,989	5,738	1,549	39,276
Total	900,123	3,835,691	2,114,099	6,849,913
1990-91p				
Operating - Fonctionnement	947,017	3,724,654	2,272,440	6,944,111
Capital - Immobilisations	67,588	51,374	1,451	120,413
Total	1,014,605	3,776,028	2,273,891	7,064,524
1991-92e				
Operating - Fonctionnement	984,862	3,642,588	2,911,799	7,539,249
Capital - Immobilisations	67,719	44,425	1,252	113,396
Total	1,052,581	3,687,013	2,913,051	7,652,645

^p Preliminary figures - Chiffres préliminaires.

^e Estimates figures. - Chiffres estimés.

Table 4
Federal Government Expenditures* in Support of Education and Training, by Province and Territory, and Percent, 1982-83 to 1989-90

Tableau 4
Dépenses du gouvernement fédéral* au titre de l'éducation et de la formation, selon la province et le territoire, et pourcentage, 1982-83 à 1989-90

	Nfld T.-N.	P.E.I. I.-P.-É.	N.S. N.-É.	N.B. N.-B.	Que. Qc	Ont.
1982-83	50,353	12,985	95,155	78,705	581,376	814,215
%	2.0	0.5	3.8	3.2	23.2	32.5
1983-84	54,051	15,978	108,634	94,752	628,536	892,249
%	2.0	0.6	4.0	3.4	22.9	32.5
1984-85	72,971	18,714	127,286	99,006	679,538	937,518
%	2.4	0.6	4.2	3.3	22.6	31.1
1985-86	112,460	36,321	176,142	135,212	880,483	1,099,626
%	3.0	1.0	4.8	3.7	23.8	29.8
1986-87	118,117	36,619	166,211	139,314	913,984	1,194,961
%	3.0	0.9	4.2	3.5	23.0	30.1
1987-88	117,400	31,547	163,609	133,445	980,737	1,232,243
%	2.9	0.8	4.0	3.3	24.0	30.2
1988-89	130,787	24,324	188,569	235,182	944,142	1,248,066
%	3.2	0.6	4.5	5.7	22.8	30.2
1989-90	141,888	24,237	168,413	165,387	1,022,667	1,276,718
%	3.3	0.6	4.0	3.9	24.0	30.0

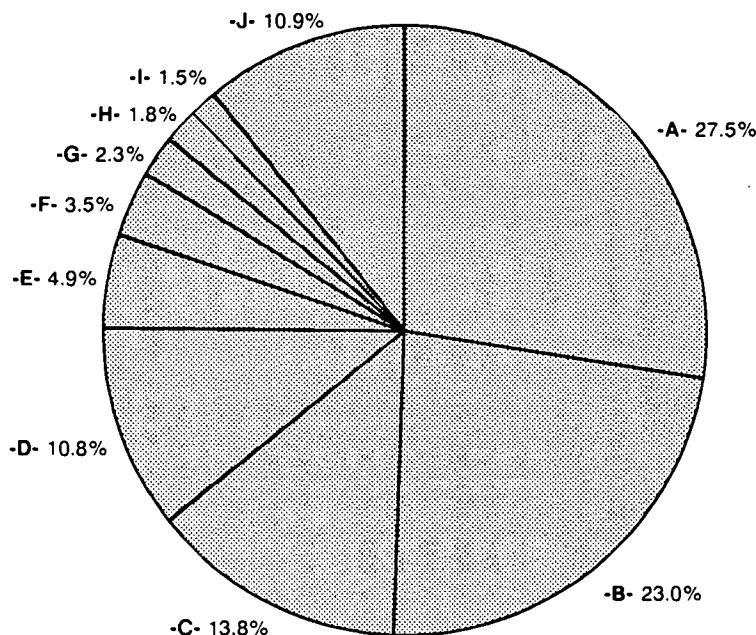
	Man.	Sask.	Alta Alb.	B.C. C.-B.	Yukon	N.W.T. T.N.-O.	Total provinces and territories
1982-83	165,087	167,661	225,917	299,352	7,194	7,398	2,505,398
%	6.6	6.7	9.0	11.9	0.3	0.3	100.0
1983-84	178,440	172,591	253,064	330,829	6,715	11,668	2,747,507
%	6.5	6.3	9.2	12.0	0.2	0.4	100.0
1984-85	219,156	196,435	293,045	347,568	8,448	11,723	3,011,408
%	7.3	6.5	9.7	11.6	0.3	0.4	100.0
1985-86	250,804	208,445	349,573	426,369	7,933	11,749	3,695,117
%	6.8	5.6	9.5	11.5	0.2	0.3	100.0
1986-87	273,240	246,837	389,185	484,044	6,070	3,132	3,971,714
%	6.9	6.2	9.8	12.2	0.1	0.1	100.0
1987-88	268,510	259,655	394,496	486,695	5,649	3,117	4,077,103
%	6.6	6.4	9.7	11.9	0.1	0.1	100.0
1988-89	205,512	232,817	403,703	514,705	4,201	2,571	4,134,579
%	5.0	5.6	9.8	12.4	0.1	0.1	100.0
1989-90	252,638	238,899	423,134	538,645	6,233	3,950	4,262,809
%	5.9	5.6	9.9	12.6	0.1	0.1	100.0

* Cash payments to the provinces and territories under the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act 1977, are excluded in this table. - Les paiements en espèces transférés aux provinces et aux territoires en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé sont exclus de ce tableau.

Percentage Distribution of Federal Government Expenditures in Support of Education and Training by Major Programs, Canada and Foreign, 1991-92

Répartition en pourcentage des dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de la formation, selon les principaux programmes, Canada et étranger, 1991-92

**Total Expenditures / Dépenses totales
\$7,652,645**



- A- Employment and Insurance Program
Programme d'emploi et d'assurance
- B- Established Program Financing: cash payments¹
Financement des programmes établis: paiements en espèces¹
- C- Direct Support for University Research²
Aide financière à la recherche universitaire²
- D- Education of Indians and Inuits
Éducation des Indiens et Inuits
- E- Canada Student Loans Program
Programme canadien de prêts aux étudiants

- F- Official Languages in Education Program
Programme des langues officielles dans l'enseignement
- G- General and Official Languages Training to Federal Employees
Formation générale et enseignement des langues officielles aux fonctionnaires fédéraux
- H- Grants in Lieu of School Taxes
Subventions tenant lieu de taxes scolaires
- I- Canadian Military Colleges
Collège militaire canadien
- J- Other Programs
Autres programmes

¹ Cash payments in respect of postsecondary education under the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, 1977.

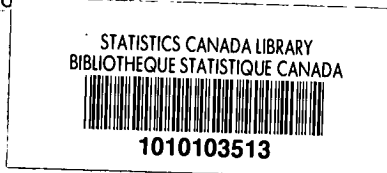
² Includes amounts directed to individuals for education support.

¹ Paiements en espèces pour l'enseignement postsecondaire en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé.

² Comprend des montants aux particuliers pour l'aide à l'éducation.

Notes

- 1 The data published in this Bulletin were collected on the basis of surveys carried out in February 1984, September 1985, April 1986, January 1987, March 1988, and April 1989, 1990, and 1991. The population targeted by these surveys includes the federal departments and agencies listed in Schedules A and B of the Financial Administration Act (FAA), and those mentioned in section 1, parts 1 and 2 of the Public Service Staff Relations Act (PSSRA).
- 2 The terms "education and training" mean regular education, training, and research in educational institutions, federal business training programs, and general and official languages training of federal employees.
- 3 Statistics Canada publications 81-208, 81-220, and 81-229 contain information on consolidated education expenditures by source of funds. Cash payments to the provinces and territories under the 1977 Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act are included under the expenditures of the provincial and territorial governments, and not on those of the federal government. This is also true of transfers for the Official Languages in Education Program. Statistics Canada has no data on the percentage of these funds that is effectively spent on education. For more information on the financial agreements concluded under these two programs, see Catalogue No. 81-208, "Financial Statistics of Education."



Note of Appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing cooperation involving Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses and governments. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued cooperation and goodwill.

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences - Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 - 1984.



Notes explicatives

1. Les données de ce bulletin ont été recueillies au moyen d'enquêtes menées en février 1984, septembre 1985, avril 1986, janvier 1987, mars 1988 et avril 1989, 1990 et 1991. La population visée par ces enquêtes comprend les ministères et organismes fédéraux énumérées aux annexes A et B de la Loi sur l'administration financière (LAF) et ceux mentionnés à l'article 1, Parties 1 et 2 de la Loi sur les relations de travail dans la Fonction Publique (LRTFP).
2. L'expression "éducation et formation" signifie l'enseignement régulier, la formation et la recherche dans les établissements d'enseignement, les programmes fédéraux et formation en entreprise ainsi que la formation générale et l'enseignement des langues officielles aux fonctionnaires généraux.
3. Dans les publications 81-208, 81-220 et 81-229, Statistique Canada présente les dépenses consolidées au titre de l'enseignement, par source de fonds. Les paiements en espèces transférés aux provinces et aux territoires pour l'enseignement en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé sont inclus dans les dépenses des gouvernements provinciaux et territoriaux et non dans les dépenses fédérales, de même que les versements pour le Programme des langues officielles dans l'enseignement. Statistique Canada n'a aucune donnée sur le pourcentage de ces fonds effectivement dépensés pour l'enseignement. Pour obtenir plus de renseignements sur les ententes financières conclues en vertu de ces deux programmes, veuillez vous reporter à la publication "Statistiques financières de l'éducation", no 81-208.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'American National Standard for Information Sciences - "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 - 1984.

